

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 11

Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'agriculture

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet principal la création d'une corporation désignée sous le nom de «Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers», dont le but est d'assurer aux prêteurs autorisés à consentir des prêts agricoles ou forestiers dans le cadre des lois énumérées ci-après, le remboursement des pertes résultant de ces prêts:

- a) la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées proposée par le projet de loi n° 10;*
- b) la Loi du crédit agricole;*
- c) la Loi de l'amélioration des fermes;*
- d) la Loi favorisant le crédit à la production agricole;*
- e) la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques; et*
- f) la Loi sur le crédit forestier.*

La Section I est réservée aux définitions.

La Section II traite de la constitution du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et de ses pouvoirs. Elle prévoit notamment que le Fonds est une corporation au sens du Code civil, qu'il jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement et qu'il assure aux prêteurs le remboursement des pertes de principal et d'intérêt ainsi que des dépenses admises par règlement résultant des prêts agricoles et forestiers qui seront consentis en vertu de l'une ou l'autre des lois ci-dessus mentionnées à compter de la mise en vigueur de la loi proposée. Elle prévoit également que le Fonds est administré par un conseil d'administration composé des cinq régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec et qu'il a son siège social au même endroit que celui-ci.

La Section III concerne les opérations du Fonds. Elle traite de la réclamation que peut produire un prêteur qui subit une perte à l'égard d'un prêt agricole ou d'un prêt forestier, des formalités auxquelles une telle réclamation est assujettie avant que le Fonds puisse en effectuer le paiement, de la subrogation résultant de ce

paiement et de l'obligation pour un prêteur de remettre au Fonds tout excédent réalisé lorsque tel prêteur dispose d'un immeuble qui garantissait un prêt et qu'il a acquis par voie de dation en paiement.

La Section IV crée en faveur du Fonds une dotation de dix millions de dollars que le ministre des finances est autorisé à lui verser, à même le fonds consolidé du revenu, sur une période de trois ans par tranches annuelles de montants égaux, et prescrit l'obligation pour le Fonds de déposer auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec toutes les sommes qui lui sont versées et dont il ne prévoit pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations. Le ministre des finances est également autorisé à verser au Fonds les sommes qui lui manquent pour parfaire le paiement de ses obligations, chaque fois que ses revenus ainsi que toute partie de son capital qui excède dix millions de dollars ne peuvent y suffire.

La Section V contient des dispositions diverses et finales parmi lesquelles se trouvent les pouvoirs de réglementation du gouvernement. Elle prévoit également que les régisseurs, le secrétaire, les fonctionnaires et les employés de l'Office n'auront droit à aucun traitement additionnel pour les services fournis au Fonds. Finalement, elle apporte, pour fins de concordance, des modifications à la Loi de l'amélioration des fermes, à la Loi favorisant le crédit à la production agricole, à la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques et à la Loi sur le crédit forestier.

Projet de loi n° 11

Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par: Interprétation:

a) «Fonds»: le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers «Fonds»; constitué par l'article 2;

b) «Office»: l'Office du crédit agricole du Québec institué en vertu de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108);

c) «prêt agricole»: un prêt consenti en vertu de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 10*), de la Loi du crédit agricole, de la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts refondus, 1964, chapitre 109), de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (1972, chapitre 38) ou de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, chapitre 39); «prêt agricole»;

d) «prêt forestier»: un prêt consenti en vertu de la Loi sur le crédit forestier (1975, chapitre 33); «prêt forestier»;

e) «prêteur»: toute personne qui consent un prêt agricole ou un prêt forestier; «prêteur»;

f) «règlement»: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi. «règlement».

SECTION II

CONSTITUTION ET POUVOIRS DU FONDS

Constitu-
tion.

2. Un fonds appelé «Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers» est constitué par la présente loi.

Pouvoirs.

3. Le Fonds est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Assurances
visées.

4. Sous réserve de l'article 25, le Fonds assure à un prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt agricole ou d'un prêt forestier consenti à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues par le prêteur pour la protection de ses garanties ou pour réclamer ou obtenir du débiteur en défaut les sommes qui sont dues ou qui sont devenues exigibles sur le prêt.

Pertes de
principal et
d'intérêt.

Pour les fins de la présente loi, les pertes de principal et d'intérêt visées au premier alinéa comprennent:

a) le montant en principal impayé du prêt en l'absence de garanties pour ce dernier ou le montant de la perte nette en principal subie par un prêteur à la suite de la réalisation de ses garanties mobilières et immobilières; ou

b) le montant de la perte nette en principal calculée en la manière prévue au règlement et subie par un prêteur à la suite de la disposition à titre onéreux par ce dernier de l'immeuble ayant garanti un prêt et dont le prêteur a acquis la propriété par voie de dation en paiement; et

c) l'intérêt couru, mais non perçu, jusqu'à la date d'autorisation du paiement de la perte par le Fonds, sur tout montant visé aux paragraphes *a* ou *b* et, si l'emprunteur s'y est engagé aux termes du document constatant le prêt, sur tout montant ou versement d'intérêt impayé et sur toute somme déboursée par le prêteur pour la conservation, la protection ou le recouvrement de sa créance, au taux stipulé audit document et, selon le cas, ajustable en la manière y prévue.

Inobserva-
tion de la
loi, etc.

L'Office peut, à l'égard d'un prêt agricole ou d'un prêt forestier consenti par un prêteur autre que l'Office, refuser ou annuler le droit à l'assurance visée au premier alinéa, à défaut par tel prêteur d'observer les dispositions de la loi en vertu de laquelle ce prêt est consenti ou des règlements concernant ladite loi.

Droit d'as-
surance.

5. Dans les cas et suivant les taux et modalités déterminés par règlement, un droit d'assurance est payable par l'emprunteur

à l'égard d'un prêt visé à l'article 4, à même le produit du prêt et lors de son déboursement.

6. Le Fonds jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement. Mandataire du gouvernement.

Les sommes versées au Fonds en vertu des articles 5, 19, 20 et 22 et les revenus qu'elles produisent font partie de l'actif du Fonds. Actif du Fonds.

Les biens du Fonds font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens. Domaine public.

Le Fonds n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom. Responsabilité.

7. Le Fonds est administré par un conseil d'administration composé des cinq régisseurs de l'Office. Chaque membre de ce conseil demeure en fonctions comme tel durant la même période où il demeure régisseur de l'Office. Conseil d'administration.

8. Le président, le vice-président et le secrétaire de l'Office sont respectivement président, vice-président et secrétaire du conseil d'administration du Fonds. Président, etc. de l'Office.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président qui en exerce alors les pouvoirs et attributions. Absence, etc. du président.

9. Le Fonds a son siège social au même endroit que celui de l'Office. Siège social.

Le conseil d'administration du Fonds tient ses assemblées à son siège social ou à tout autre endroit qu'il choisit. Assemblées.

Le quorum est de deux membres. Quorum.

En cas d'égalité des voix, le président ou, dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 8, le vice-président a un vote prépondérant. Vote prépondérant.

10. Les procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration, certifiés par le secrétaire ou par toute personne autorisée à le faire aux termes d'une résolution ou d'un règlement de régie interne, sont authentiques; il en est de même des documents et des copies émanant du Fonds ou faisant partie de ses archives. Procès-verbaux.

11. Les membres du conseil d'administration de même que les fonctionnaires et employés du Fonds ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. Immunité.

Fonction-
naires,
etc., du
Fonds.

[[12. Les fonctionnaires et employés du Fonds sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Sous-chef
de minis-
tère.

Le président de l'Office exerce à cet égard les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs de ministère.]]

Recours
prohibés.

13. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le Fonds ni contre les membres de son conseil d'administration agissant en leur qualité officielle.

Annulation
de bref.

14. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 13.

Exercice
financier.

15. L'exercice financier du Fonds se termine le dernier jour de mars de chaque année.

Accords.

16. Le Fonds peut, conformément à la loi et avec l'autorisation du gouvernement, conclure tous accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association, société ou corporation, afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

SECTION III

OPÉRATIONS DU FONDS

Réclama-
tion de
rembour-
sement.

17. Lorsqu'un prêteur autre que l'Office subit une perte à l'égard d'un prêt agricole ou d'un prêt forestier, il peut, pourvu qu'il se conforme aux conditions prescrites par règlement, produire à l'Office une réclamation de remboursement par le Fonds des pertes et dépenses visées à l'article 4, et ce dernier doit, sur recommandation de l'Office, en effectuer le paiement.

Bien-
fondé.

Avant de faire la recommandation visée au premier alinéa, l'Office doit examiner ladite réclamation et en vérifier le bien-fondé.

Paiement
et subro-
gation.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable et sous réserve de l'article 19, lorsque le Fonds effectue un paiement conformément au premier alinéa, l'Office est de plein droit subrogé aux droits du prêteur à qui tel paiement est effectué, jusqu'à concurrence du montant de ce paiement.

Réclama-
tion de
rembourse-
ment par
l'Office.

18. Lorsque l'Office subit une perte à l'égard d'un prêt agricole ou d'un prêt forestier qu'il a consenti ou pour lequel il a été subrogé dans les droits du prêteur conformément à l'article 17 ou à la suite de la disposition d'un immeuble ayant garanti un prêt consenti par un prêteur autre que l'Office et dont ce dernier a acquis la propriété soit à la vente au shérif, soit directement dudit prêteur,

le Fonds doit, à la demande de l'Office, rembourser à ce dernier le montant des pertes et dépenses visées à l'article 4.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable et sous réserve de l'article 19, le remboursement visé au premier alinéa ne constitue aucune subrogation en faveur du Fonds. Subrogation exclue.

19. Sous réserve du deuxième alinéa, les sommes recouvrées par l'Office relativement à un prêt pour lequel le Fonds a payé une réclamation faite conformément aux articles 17 et 18 doivent être versées au Fonds au fur et à mesure de leur recouvrement. Versement au Fonds des sommes recouvrées.

À même les sommes visées au premier alinéa, l'Office retient, jusqu'à concurrence des sommes prises à même tout fonds de roulement et qui ont été utilisées par l'Office pour la protection de toute créance à l'égard de laquelle celui-ci a été subrogé aux droits du prêteur en vertu du troisième alinéa de l'article 17, les sommes qu'il est tenu de remettre au fonds de roulement. Sommes retenues.

Lorsqu'un prêteur acquiert par voie de dation en paiement un immeuble garantissant un prêt par suite du défaut de l'emprunteur ou du débiteur du prêteur et que le montant des revenus nets réalisés ou du déficit encouru par le prêteur relativement à cet immeuble durant le temps où il en demeure propriétaire, ajouté au prix de vente de tel immeuble, lorsqu'il en dispose, ou, selon le cas, diminué dudit prix, quel qu'en soit le mode de paiement, excède le total des sommes qui lui étaient dues en principal, intérêts, frais et accessoires sur ce prêt au moment d'une telle acquisition, des dépenses admises par règlement et des intérêts courus sur lesdites sommes et dépenses à un taux ne dépassant pas le taux fixé pour ledit prêt et ajustable de la même manière que celle prévue à l'acte constatant tel prêt, cet excédent doit être versé au Fonds. Immeuble acquis par dation en paiement.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[[20. Une dotation de dix millions de dollars est constituée en faveur du Fonds par la présente loi. Dotation constituée.

Le ministre des finances est autorisé à verser au Fonds, à même le fonds consolidé du revenu, la somme visée au premier alinéa en trois versements annuels, égaux et consécutifs dont le premier est fait à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.]] Versements par le ministre des finances.

21. Les sommes versées au Fonds en vertu des articles 5 et 19 dont il prévoit ne pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations résultant de l'article 4 et celles qui lui Dépôt de sommes versées au Fonds.

sont versées en vertu de l'article 20 sont déposées sans délai auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Revenus
insuffi-
sants.

[[22. Les sommes nécessaires au paiement des obligations du Fonds résultant des dispositions du premier alinéa de l'article 4 sont payées à même les revenus lui provenant des sommes qui lui sont versées en vertu des articles 5, 19 et 20 et en outre, si tels revenus sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède dix millions de dollars. Lorsque ces revenus sont insuffisants pour exécuter ce paiement et que ledit excédent ne peut y suffire, en tout ou en partie, le ministre des finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire tel paiement.]]

Exercice
financier
1978/79.

[[23. Sous réserve des articles 20 et 22, les dépenses pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1978/1979, à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices financiers subséquents, à même les crédits votés annuellement à cette fin par la Législature.]]

SECTION V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Règle-
ments du
gouverne-
ment.

24. Le gouvernement peut adopter tout règlement pour:

- a) établir les cas où un droit d'assurance est payable à l'égard d'un prêt et en déterminer le taux et les modalités de paiement;
- b) déterminer les dépenses dont le remboursement est assuré suivant l'article 4 ainsi que le mode de calcul de la perte nette visée au même article et prescrire les conditions auxquelles doit se conformer un prêteur autre que l'Office pour produire à ce dernier une réclamation en vertu de l'article 17;
- c) prescrire les documents, les rapports et les renseignements à produire à l'Office ou au Fonds et le délai de leur production; et
- d) généralement, prescrire toute autre mesure nécessaire ou utile à l'exécution et au bon fonctionnement de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Présomp-
tion.

25. Nonobstant le fait que le prêteur ait donné son autorisation ou son consentement à un prêt agricole ou à un prêt forestier avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un tel prêt est, pour les fins de la présente loi, réputé être consenti à compter de ladite date si l'acte de prêt, le billet ou la reconnais-

sance de dette constatant le prêt ou, dans le cas d'une ouverture de crédit consentie en vertu de l'article 3a de la Loi favorisant le crédit à la production agricole, le billet ou la reconnaissance de dette constatant la première avance consentie à l'emprunteur, est signé à la date ou après la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

26. Pour les fins de la présente loi, le Fonds, les membres de son conseil d'administration et ses fonctionnaires et employés ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70). Dispositions non applicables.

27. Les régisseurs et le secrétaire de l'Office ainsi que ses fonctionnaires et employés qui peuvent être appelés à fournir des services au Fonds n'ont droit à aucun traitement additionnel. Traitement additionnel.

28. Le Fonds doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'agriculture un rapport de son administration de la présente loi pour l'exercice financier précédent. Ce rapport doit être détaillé et contenir tous les renseignements requis par le ministre. Rapport annuel.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. Dépôt.

Le Fonds doit, en outre, fournir en tout temps au ministre de l'agriculture tout renseignement que ce dernier requiert sur ses activités en vertu de la présente loi. Renseignement.

Les livres et les comptes du Fonds pour l'administration de la présente loi sont vérifiés par le vérificateur général. Vérification des livres.

29. L'article 15 de la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts refondus, 1964, chapitre 109), modifié par l'article 10 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots et chiffre «à l'article 17» par les mots et chiffre «au premier alinéa de l'article 17 ou, selon le cas, de l'assurance visée au troisième alinéa du même article». S.R., c. 109, a. 15, mod.

30. Le titre de la section V de ladite loi est modifié par l'addition des mots «OU ASSURANCE DU FONDS D'ASSURANCE-PRÊTS AGRICOLES ET FORESTIERS». Id., sec. V, tit., mod.

31. L'article 17 de ladite loi, remplacé par l'article 11 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 11 du chapitre 43 des lois de 1969 et par l'article 12 du chapitre 35 des lois de 1975, est remplacé par le suivant: Id., a. 17, remp.

Garantie
du gouver-
nement.

«**17.** Le gouvernement de la province garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement résultant des prêts visés par la présente loi et subies par:

a) une banque, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par cette banque;

b) une caisse qui n'est pas affiliée à une fédération, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par cette caisse;

c) une caisse affiliée à une fédération, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par les caisses affiliées à cette fédération.

Applica-
tion.

La garantie visée au premier alinéa ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 31 du présent projet*).

Assurance
de rem-
bourse-
ment de
pertes.

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers constitué en vertu de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet*) assure au prêteur, conformément aux dispositions de cette loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant des emprunts contractés à compter de la date mentionnée au deuxième alinéa ainsi que des dépenses admises par règlement adopté en vertu de ladite loi et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement.

Subroga-
tion.

Lorsque l'Office du crédit agricole du Québec rembourse au nom du gouvernement une perte résultant d'un emprunt contracté en vertu de la présente loi, il est subrogé aux droits du prêteur auquel un remboursement est ainsi effectué, jusqu'à concurrence du montant de ce remboursement.

Assenti-
ment préa-
lable.

L'emprunteur dont le défaut entraîne le remboursement visé au quatrième alinéa ou, selon le cas, celui visé à l'article 17 de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers ne peut bénéficier d'un autre emprunt sans l'assentiment préalable de l'Office.»

S.R., c.
109, a. 17a,
mod.

32. L'article 17a de ladite loi, édicté par l'article 12 du chapitre 43 des lois de 1969, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots et chiffre «gouvernement rembourse une perte en vertu de l'article 17» par les mots et chiffre «remboursement d'une perte est effectué par le gouvernement en vertu de l'article 17 ou, selon le cas, par le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers en vertu de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers».

33. L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «des garanties prévues par la présente loi» par les mots et chiffre «de la garantie prévue au premier alinéa de l'article 17». S.R.,
c. 109,
a. 19, mod.

34. L'article 4 de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (1972, chapitre 38), modifié par l'article 4 du chapitre 33 des lois de 1974, est remplacé par le suivant: 1972, c. 38,
a. 4, remp.

«4. Le gouvernement du Québec garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt accordé pour une ou plusieurs des fins prévues à l'article 5 ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement. Garantie
du gouver-
nement.

La garantie visée au premier alinéa ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le *(insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 34 du présent projet)*. Garantie
non appli-
cable.

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers constitué en vertu de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet*) assure au prêteur, conformément aux dispositions de cette loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant des emprunts contractés à compter de la date mentionnée au deuxième alinéa ainsi que des dépenses admises par règlement adopté en vertu de ladite loi et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement. Assurance
de rem-
bourse-
ment de
pertes.

Un prêteur peut bénéficier de la garantie prévue au premier alinéa ou, selon le cas, de l'assurance visée au troisième alinéa pour plusieurs prêts consentis à un même emprunteur, pourvu que le montant dû en principal sur ces prêts ne dépasse jamais le montant maximum prévu à l'article 3a. Application
à plusieurs
prêts.

35. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 33 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots et chiffre «à l'article 4» par les mots et chiffre «au premier alinéa de l'article 4 ou, selon le cas, l'assurance visée au troisième alinéa du même article». 1972, c. 38,
a. 5, mod.

36. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 33 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots «le droit à la garantie du gouvernement sur ce nouvel emprunt» par les mots et chiffre «, à l'égard de ce nouvel emprunt, le droit à la garantie du gouvernement prévue au premier alinéa de l'article 4 ou, selon le cas, à l'assurance visée au troisième alinéa du même article». Id., a. 13,
mod.

1972, c. 38,
a. 16, mod.

37. L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots «un tel remboursement» par les mots et chiffre «le remboursement visé au premier alinéa ou, selon le cas, celui visé à l'article 17 de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers».

Id., a. 18,
mod.

38. L'article 18 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «des garanties prévues par la présente loi» par les mots et chiffre «de la garantie prévue au premier alinéa de l'article 4».

1972, c. 39,
a. 6, remp.

39. L'article 6 de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (1972, chapitre 39) est remplacé par le suivant:

Garantie
du gouver-
nement.

«**6.** Le gouvernement garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Garantie
non appli-
cable.

La garantie visée au premier alinéa ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 39 du présent projet*).

Assurance
de rem-
bourse-
ment de
pertes.

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers constitué en vertu de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet*) assure au prêteur, conformément aux dispositions de cette loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant des emprunts contractés à compter de la date mentionnée au deuxième alinéa ainsi que des dépenses admises par règlement adopté en vertu de ladite loi et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement.

Subroga-
tion.

L'Office est subrogé aux droits du prêteur auquel un remboursement est effectué en vertu du présent article jusqu'à concurrence du montant ainsi remboursé.»

1972, c. 39,
a. 11, mod.

40. L'article 11 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots et chiffre «à l'article 6» par les mots et chiffre «au premier alinéa de l'article 6 ou, selon le cas, de l'assurance visée au troisième alinéa du même article».

Id., a. 13,
mod.

41. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots «le droit à la garantie du gouvernement sur ce nouvel emprunt» par les mots et chiffre «, à l'égard de ce nouvel emprunt, le droit à la garantie du gouvernement prévue au premier alinéa de l'article 6 ou, selon le cas, à l'assurance visée au troisième alinéa du même article»;

b) par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot «gouvernement», des mots «ou, selon le cas, à l'assurance visée audit article,».

42. L'article 19 de ladite loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot «gouvernement», des mots «ou, selon le cas, par le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers». 1972, c. 39, a. 19, mod.

43. L'article 25 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «des garanties prévues par la présente loi» par les mots et chiffre «de la garantie prévue au premier alinéa de l'article 6». Id., a. 25, mod.

44. L'article 27 de la Loi sur le crédit forestier (1975, chapitre 33) est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots et chiffre «à l'article 29» par les mots et chiffre «au premier alinéa de l'article 29 ou, selon le cas, de l'assurance visée au troisième alinéa du même article». 1975, c. 33, a. 27, mod.

45. L'article 28 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les douzième et treizième lignes, des mots et chiffre «à l'article 29» par les mots et chiffre «au premier alinéa de l'article 29 ou, selon le cas, l'assurance visée au troisième alinéa du même article». Id., a. 28, mod.

46. L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant: Id., a. 29, remp.

«**29.** Le gouvernement du Québec garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt fait en vertu de l'article 13 ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt. Garantie du gouvernement.»

La garantie visée au premier alinéa ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le *(insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 46 du présent projet)*. Garantie non applicable.

Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers constitué en vertu de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet*) assure au prêteur, conformément aux dispositions de cette loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des emprunts contractés à compter de la date mentionnée au deuxième alinéa ainsi que des dépenses admises par règlement adopté en vertu de ladite loi et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement. Assurance de remboursement de pertes.

Un prêteur peut bénéficier de la garantie prévue au premier alinéa ou, selon le cas, de l'assurance visée au troisième alinéa Application à plusieurs prêts.

pour plusieurs emprunts contractés en vertu de la présente sous-section par un même emprunteur à condition que le montant dû en principal sur ces emprunts ne dépasse jamais les montants indiqués à l'article 13, sous réserve du droit du prêteur à la même garantie ou, selon le cas, à la même assurance pour tout montant additionnel représentant le solde d'un emprunt dont le paiement est assumé par l'emprunteur à titre d'héritier ou de légataire.

Subroga-
tion.

Lorsque l'Office rembourse une perte au nom du gouvernement, il est subrogé aux droits du prêteur auquel un remboursement est ainsi effectué, jusqu'à concurrence du montant de ce remboursement. »

1975, c. 33,
a. 49, mod.

47. L'article 49 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «à» par les mots «au premier alinéa de».

Ministre
respon-
sable.

48. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

49. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.